

# Refusons la fusion !

Vendredi 20 janvier, les conseils d'administration de l'UPMC et Paris Sorbonne sont appelés à se prononcer sur la fusion des deux universités. Le projet consisterait à donner naissance le 1er janvier 2018 à Sorbonne Université, une "grande université" pluridisciplinaire. Les deux présidences affichent l'objectif d'augmenter leur « visibilité internationale », donc leur place dans le classement de Shanghai. Dans un contexte budgétaire difficile, un autre but est la mutualisation des services en vue d'une « optimisation » du fonctionnement de la nouvelle université.

Rappelons les critères du classement de Shanghai afin de constater sa pertinence :

- "Qualité de l'enseignement" : Nombre de prix Nobel et de médailles Fields parmi les anciens élèves (10%)
- Qualité de l'institution : Nombre de prix Nobel et de médailles Fields parmi les chercheurs (20%)
- Nombre de chercheurs les plus cités dans leurs disciplines (20%)
- Publications : Articles publiés dans Nature et Science pendant les 5 dernières années (20%)
- Articles indexés dans Science Citation Index, et Arts & Humanities Citation Index (20%)
- Taille de l'institution : Performance académique au regard de la taille de l'institution (10%)

Parmi les conséquences probables :

- Des suppressions de postes (ou non remplacements) dues entre autres aux doublons, surtout dans l'administration (qui souffre aujourd'hui déjà d'un manque de moyens)
- Un budget finalement inférieur à la somme de ceux de l'UPMC et Paris Sorbonne
- Une course à la compétitivité contre les autres "grandes universités" accrue
- Une « optimisation » menant à la suppression de cours, TD...

Loin d'être sorties de nulle part, ces inquiétudes nous viennent de fusions ayant eu lieu dans d'autres universités : Aix-Marseille, Strasbourg, Bordeaux... Objectifs budgétaires, créations de filières d'excellences au détriment des autres et dégradation des conditions de travail ne sont que quelques-unes des conséquences de ces fusions.

Par exemple, à Strasbourg, en plus d'une réduction budgétaire de 66%, on se retrouve avec des "filiales d'excellence" (Santé, Biologie, Chimie) préservées et toutes les autres sacrifiées, particulièrement les Sciences humaines. On peut donc s'inquiéter du déséquilibre entre P4 et P6. Par ailleurs, à Bordeaux, les sous-effectifs administratifs entraînent une surcharge de travail pour les personnels, ce qui pousse à limiter les places dans les filières les plus demandées par les étudiant-e-s. Le même processus menace d'autres universités, notamment franciliennes. Saluons la vive protestation ayant lieu à Paris 7 Diderot : leurs raisons sont en tous points les nôtres.

À Aix-Marseille, 70% des BIATSS (personnels non enseignants des établissements d'enseignement supérieur) constatent que l'entretien professionnel est encore plus injuste depuis la fusion. À Bordeaux, les dépenses ont baissées de 10%, 55 emplois ont été supprimés, les amphithéâtres sont remplis à 150%. À Strasbourg les arrêts maladie ont doublés, deux tentatives de suicide ont été avérées, les vacataires et contractuels n'ont pas été payés depuis trois ou six mois. Le budget est passé de 77 à 26 millions d'euros en trois ans et ces chiffres datent de 2015!

Quelques chiffres pour p6 (à gauche) et p4 (à droite) actuellement :

- 35 300 étudiants, dont 5 970 étrangers et 3 000 doctorants
- 10 895 personnels, dont 6 200 enseignants-chercheurs et chercheurs, et 4 670 personnels administratifs
- 15 sites répartis sur 4 régions
- 21 000 étudiants en formation initiale et 2 615 en formation continue
- 2 059 personnels dont 1 237 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs et 822 personnels d'appui
- 16 sites franciliens

Quelques chiffres pour l'université fusionnée :

- 54000 étudiants, dont 4500 doctorants, 10200 étudiants étrangers
- 6300 enseignants-chercheurs et chercheurs, 4800 BIATSS ET ITA
- 668M€ budget 2016 (on appréciera l'importance donné au vote de janvier 2017...)
- 26 sites

On notera la disparition immédiate de 5 sites et de 1000 enseignant-e-s-chercheur-se-s et chercheurs-se-s ! (Tous ces chiffres sont issus des sites de p4, p6 et de la nouvelle université.)

Ces fusions ne sont pas des événements isolés, mais s'inscrivent dans une logique de marchandisation de l'éducation et de casse d'un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche gratuit et ouvert commencée il y a des dizaines d'années :

- 1984, Loi Savary : Création de la notion de « Service public d'enseignement supérieur » (visant à rapprocher universités, grandes écoles et formations courtes),
- 1986, Projet de loi Devaquet : Devait abroger la loi Savary, donner une grande autonomie aux universités, leur permettre de fixer librement les frais d'inscription ainsi que les diplômes délivrés, permettre la sélection à l'entrée. Abandonné suite à un important mouvement de contestation étudiante, culminant après l'assassinat de Malik Oussekine par la police lors d'une manifestation
- 2007, LRU (loi Pécresse) : autonomie budgétaire et dans la gestion des « ressources » humaines des universités, ce qui correspond à une diminution des financements publics pour favoriser les financements privés ; modification des conseils d'administration, en donnant plus de place aux personnalités extérieures, notamment des industriels ; projet retiré de sélection à l'entrée en master
- 2013, loi Fioraso : pas de remise en cause de l'autonomisation, licences de plus en plus générales, visée purement professionnelle des études universitaires assumée, obligation pour les universités de s'inscrire dans une politique régionale qui, à terme, mène aux fusions actuelles
- 2016, loi autorisant la sélection à l'entrée en master.

**Afin de discuter de tout cela et de faire bouger les choses, mobilisons-nous !**

**Mercredi 18, réunion d'information/discussion, 18h30 en amphitheâtre 45A à Jussieu.**

**Vendredi 20, rassemblement au pied de la tour Zamsky (Jussieu) à 9h !**

**Faisons entendre notre voix !**